

11 avril 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Extraits de l'interview de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, à France 2 le 11 avril 2002, sur la mission du secrétaire d'Etat américain Colin Powell au Proche-Orient, le rôle de la France pour Europe et dans le monde, la lutte contre le trafic d'armes de guerre et la sécurité.

Sur la situation au Proche-Orient :

Il appartiendra à la présidence espagnole de se prononcer sur les suites à donner à l'avis du Parlement européen. Nous sommes dans un processus engagé hier à Madrid, porté par Colin Powell et par l'ONU. Il faut aujourd'hui tout miser sur la réussite de la mission de Colin Powell. Je ne veux pas imaginer que ce processus échoue.

Sur portée de la voix de la France dans le monde :

Sur la mondialisation, sur la solidarité internationale, sur l'aide au développement, sur le dialogue des cultures, la France a parlé d'une voix très forte ces dernières années et a été entendue. Je me suis battu depuis plusieurs années et en particulier à Gênes il y a un an pour engager un processus de solidarité, notamment en faveur de l'Afrique. La France continue à exercer une influence conforme à son génie national et à l'universalité de sa pensée.

Sur les actes antisémites :

Les attentats commis contre des biens, des personnes et des symboles de la communauté juive, sont totalement inadmissibles, inacceptables et doivent être condamnés et sanctionnés.

Sur la cohésion nationale :

La France n'est pas une juxtaposition de communautés. La France est une nation. La nation n'est pas seulement notre héritage, c'est aussi notre avenir. La cohésion nationale est tout à fait essentielle. Rien ne doit pouvoir la mettre en cause. Il faut affirmer nos valeurs : l'autorité de l'Etat, la cohésion de la Nation, l'autorité de la République.

Je ne peux accepter qu'un conflit extérieur, quelle que soit sa nature, puisse conduire, sur notre sol, des Français à se dresser les uns contre les autres.

Sur le rôle international du Président de la République :

Le Président français incarne l'identité, la cohésion, l'unité de la Nation.

Il n'y aura pas d'Europe élargie, dotée d'une grande ambition, si la France n'est pas le moteur de cette Europe, si elle ne se tient pas au premier rang en apportant un surcroît d'humanisme, d'autorité et de responsabilité.

Je crois beaucoup à la grandeur de la France et à la part qu'elle peut prendre dans la grande Europe. Il n'y a pas d'Europe, surtout élargie, qui ait une grande ambition si la France n'est pas le moteur de cette Europe, si elle n'est pas au premier rang de celles et de ceux qui apportent ce surcroît d'humanisme, d'autorité, de responsabilité.

Sur la croissance et l'emploi :

Il n'y a pas d'autre objectif aujourd'hui pour une nation que de s'approcher le plus possible du plein emploi avec la marge inévitable des changements d'emplois.

Est-ce possible ? Cela dépendra de deux choses, de la croissance et de la politique conduite. Toutes les mesures que je propose ont pour objet de donner une impulsion nouvelle à la croissance, à la création d'emplois et de richesses.

Garantir les sécurités essentielles :

Un pays comme la France doit avoir comme ambition de garantir les sécurités essentielles et de libérer les énergies.

Il faut garantir la sécurité quotidienne, la sécurité de la santé, de l'environnement, la sécurité alimentaire : tout cela inquiète les Français.

Sur la sécurité :

Je propose des mesures de bon sens. Je ne dis pas : " c'est la société qui est violente, les Français doivent s'en accommoder ". Je dis que c'est l'autorité de l'Etat qui est défaillante.

Je suis pour le respect des principes humanistes, cela va de soi. Mais je dis aussi que l'autorité de l'Etat doit être rétablie.

Sur la prolifération des armes :

Nous devons faire face à un phénomène nouveau : la prolifération d'armes de guerre. C'est un vrai problème. Je ne parle pas des armes des chasseurs et des tireurs sportifs, pour lesquels il y a une législation adaptée, qui doit être appliquée avec beaucoup de vigilance. Je parle du trafic, de l'importation et de la possession d'armes de guerre.

Il faut réformer la loi pénale. Actuellement le trafic d'armes est un délit. Il doit être transformé en crime, car c'est un crime.

Il faut une politique de prévention et de répression pour éradiquer le développement des armes de guerre un peu partout en France.

Sur les sondages :

Je ne suis pas de ceux qui font de l'autosatisfaction. Je vois plutôt les raisons pour lesquelles les Français ont des sujets d'inquiétude et de satisfaction. Je fais des propositions pour permettre de remettre la France sur la bonne voie.

Source : <http://www.2002pourlafrance.net/>, le 19 avril 2002\